

L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels

De Luca, Virginie, et Catherine Rollet. 1999. *La Pouponnière de Porchefontaine. L'expérience d'une institution sanitaire et sociale*. Paris, L'Harmattan, 213 p.

Donati, Pascale, Suzanne Mollo, Alain Norvez et Catherine Rollet. 1999. *Les Centres maternels. Réalités et enjeux éducatifs*. Paris, L'Harmattan, 314 p.

Didier RENARD

Number 44, Fall 2000

L'enfant au coeur des politiques sociales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/017759ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/017759ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

RENARD, D. (2000). Review of [L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels / De Luca, Virginie, et Catherine Rollet. 1999. *La Pouponnière de Porchefontaine. L'expérience d'une institution sanitaire et sociale*. Paris, L'Harmattan, 213 p. / Donati, Pascale, Suzanne Mollo, Alain Norvez et Catherine Rollet. 1999. *Les Centres maternels. Réalités et enjeux éducatifs*. Paris, L'Harmattan, 314 p.] *Lien social et Politiques*, (44), 170–172. <https://doi.org/10.7202/017759ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

collaboration avec des institutions québécoises de niveau intermédiaire.

Bien que cet élément ne soit pas directement présent dans le travail de l'auteur, il me paraît particulièrement instructif de lire cette histoire sociale dans une perspective comparée. Selon l'auteur, ce sont notamment les rapports spécifiques entre l'État et l'Église qui expliqueraient l'attachement plus grand des Québécois à l'État-providence. La relation de collaboration entre un clergé ouvert à l'intervention de l'État et au réformisme politique et des forces politiques et étatiques attachées à l'Église aurait permis une « transition » quasi complète à l'étatisme social, que l'on ne retrouve pas ailleurs en Amérique du Nord.

Dans la lignée des travaux consacrés au « rôle des idées » en science politique, l'ouvrage de D. Marshall démontre l'importance des représentations sociales dans la formulation des politiques. L'État a un impact (il est donc autonome) sur les représentations de la société (ici, c'est lui qui construit de toutes pièces l'image d'un parent universel, devenant peu à peu normal), mais il est contraint par les acteurs de son environnement, notamment par les parents, qui véhiculent d'autres types de représentations. Dans cette perspective, le résultat final ne peut être que provisoire et la « crise » de l'État-providence est une période, parmi d'autres.

Pascale Dufour
CRITERES,

Département de science politique
Université de Montréal

• NEYRAND, Gérard. 2000. *L'Enfant, la mère et la question du père. Un bilan critique de l'évolution des savoirs sur la petite enfance*. Paris, PUF, collection « Éducation et formation », 394 p.

Claude Martin

Tiré d'une recherche menée pour le compte du bureau de la recherche de la Caisse nationale des allocations familiales en France, cet ouvrage aborde la question de l'enfant dans la famille et des rôles parentaux, sous l'angle des discours savants qui participent à les définir. En effet, les savoirs sur la petite enfance ont connu depuis la Deuxième Guerre mondiale un développement remarquable qui a contribué fortement à orienter et encadrer les pratiques éducatives, et à structurer des systèmes de représentations durables des rapports entre l'enfant et ses parents.

S'inscrivant dans la perspective des travaux menés par Nadine Lefaucheur sur le début du siècle à propos des enfants abandonnés et des mères seules, Gérard Neyrand nous offre ici un bilan très documenté de cette contribution des sciences humaines et sociales (médecine, psychologie principalement) à la définition des relations et des rôles dans la famille. L'intérêt de cette approche consiste, au-delà du bilan, à nous montrer les évolutions de ces représentations savantes. Nous pouvons ainsi prendre la mesure à la fois de la relativité des savoirs et des normes qui s'instituent progressivement ou s'érigent à la croisée des travaux scientifiques, des analyses des experts et de leur résonance médiatique.

La question de la place du père et du nécessaire accompagnement des parents dans leurs pratiques éducatives, ou celle de la responsabilité parentale trouvent dans ce volume un éclairage précieux. On ne peut qu'inviter nos lecteurs à s'y référer et à en discuter les propositions.

Claude Martin
CRAP-CNRS, IEP,
Université de Rennes 1

L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels

• DE LUCA, Virginie, et Catherine ROLLET. 1999. *La Pouponnière de Porchefontaine. L'expérience d'une institution sanitaire et sociale*. Paris, L'Harmattan, 213 p.

• DONATI, Pascale, Suzanne MOLLO, Alain NORVEZ et Catherine ROLLET. 1999. *Les Centres maternels. Réalités et enjeux éducatifs*. Paris, L'Harmattan, 314 p.

Didier Renard

« T'en verras pas souvent des carrées comme celle-là, lui dit Thérèse. »
Raymond Queneau, *Loin de Rueil*, Paris, Gallimard-Folio, 1976 [1944], p. 11.

Deux ouvrages récents, qui rendent compte en un diptyque éditorial des deux volets d'une même recherche collective, s'attachent à montrer le développement et les transformations sur le long terme, en France, des institutions d'accueil des jeunes enfants que sont les centres maternels. Le premier, monographique, prend pour objet la pouponnière de Rueil (puis de Porchefontaine), suivie de sa création en 1891 à sa conversion en établissement public dans le courant de la Seconde Guerre mondiale. Le second allie à une mise en perspective historique des enjeux institutionnels et éducatifs de ces établissements depuis la fin de la décennie 1930 une étude de la situation de ces centres aujourd'hui dans la région parisienne.

La création de la pouponnière de Rueil, bientôt réinstallée à Porchefontaine, s'inscrit dans un mouvement d'ensemble où elle a dès son origine, et conserve longtemps, un caractère exceptionnel. Le mouvement est l'essor à la fin du XIX^e siècle, par l'initiative privée et avec l'approbation et souvent le soutien des autorités publiques, d'institutions d'élevage des jeunes enfants, qui s'inscrit plus dans l'histoire d'un hygiénisme au faîte de son influence avant la Première Guerre mondiale que dans celle de politiques sociales républicaines qui entretiennent

avec les institutions privées du secteur de l'enfance et leurs promoteurs des rapports d'une constante ambiguïté. C'est dans cette perspective, que conforte la vague nataliste qui prend politiquement corps un peu plus tardivement, que se développent le mouvement des crèches et celui des œuvres de maternité. Les crèches, dont les premières s'implantent à Paris au milieu du siècle mais qui connaissent leur plus forte croissance après 1880 (le nombre des établissements et celui des journées de présence doublent entre 1880 et 1895)¹, accueillent pendant les heures de travail des enfants que leurs mères, ouvrières, doivent venir y allaiter deux fois par jour. Les œuvres de maternité accueillent des femmes indigentes avec leurs nouveau-nés.

La pouponnière de Porchefontaine, tout en s'inscrivant dans cet essor, ne répond ni à l'un ni à l'autre de ces deux modèles. Il s'agit d'un pensionnat de nouveau-nés qui recueille, contre rémunération, les enfants de mères qui travaillent mais, plutôt qu'à la classe ouvrière, appartiennent à la petite classe moyenne salariée ou laborieuse : employées, professeuses libérales, domestiques². D'initiative privée, rendue fameuse par un article d'Émile Zola dans *Le Figaro*³, promue et protégée par un Comité de notables d'influence, la pouponnière focalise l'ensemble des débats du moment sur les modes d'élevage des enfants, leur valeur sanitaire et leur portée morale et politique. En ce sens plus durablement sans doute qu'au sens où l'entendaient ses promoteurs et l'encensaient ses thuriféraires, l'institution est exemplaire, et c'est de cette exemplarité que rend compte, en quatre temps, l'ouvrage. Une première partie est consacrée au projet fondateur et aux premiers moments de sa mise en œuvre, une deuxième au fonctionnement et au développement de l'œuvre. Une troisième partie prend la pouponnière comme cas témoin des débats du temps sur la prophylaxie et la puériculture. La quatrième partie suit les transformations dans l'objet même de l'œuvre après la Première Guerre mondiale et jusqu'à son absorption par les dispositifs publics en 1943, quelques pages donnant *in fine* des indications sur le devenir de l'institution après 1945 et faisant ainsi le lien avec le second ouvrage du diptyque.

On pouvait, en étudiant Porchefontaine, faire virer l'analyse vers l'un ou l'autre de plusieurs rivages. L'ouvrage choisit de faire de l'activité de la pouponnière, c'est-à-dire de la puériculture et des questions d'hygiène, sinon tout à fait le centre, du moins le fil directeur du propos. Suivant avec bienveillance le projet des fondatrices, les auteures montrent de façon convaincante comment tout projet philanthropique visant la petite enfance se trouve *de facto* érigé, dans les années 1890-1910, en caisse de résonance des débats techniques et moraux sur l'hygiène qu'on connaît par ailleurs⁴ en même temps qu'en terrain de leur confrontation expérimentée. Le projet monographique prend ici tout son sens, puisqu'il permet de saisir simultanément dans toutes ses dimensions ce passage à la pratique. Le récit est en revanche moins nourri sur les aspects institutionnels de l'aventure⁵. Ils mériteraient un travail ultérieur. On soupçonne en effet que le cas de Porchefontaine, en raison même de son exemplarité proclamée, est susceptible d'apporter un éclairage utile sur les relations des œuvres philanthropiques et de l'administration républicaine, jusqu'ici peu étudiées et surtout comme objet de discours. Car enfin, mobiliser quatre comités, deux féminins et deux masculins, soit une bonne centaine de personnalités éminentes, pour diriger et promouvoir une œuvre qui héberge une soixantaine de petits pensionnaires, dont les jeunes enfants des nourrices, ce n'est pas rien. On doute, et d'ailleurs les auteures les premières, qu'au-delà de l'estimable projet philanthropique des fondatrices il ne s'agisse que de communier dans la double dévotion à l'hygiène et au nourrisson.

Le second volume élargit le propos en délaissant le cas Porchefontaine. Il est organisé en quatre parties qui renvoient à trois enquêtes coordonnées. La première, qui fournit le matériau de la première partie, analyse l'évolution historique et institutionnelle des dispositifs législatifs qui régissent le secteur et définissent le rôle des établissements. Construite autour du moment central que constitue la double reconnaissance des maisons maternelles par le Code de la famille en 1939, puis par l'ordonnance du 2 novembre 1945, elle souligne l'évolution des conceptions de l'aide à

l'enfance en même temps que leur pluralité, qui débouche aujourd'hui sur une double préoccupation de protection de l'enfant et d'aide à l'insertion de la mère, laissant dans ce cadre flexible aux établissements eux-mêmes la responsabilité d'une hiérarchisation des priorités de l'action.

D'où l'intérêt de l'investigation qui fournit le matériau des deuxième et troisième parties. Elle est menée auprès de douze des vingt et un établissements de la région Île-de-France, dont cinq font l'objet d'une enquête de terrain approfondie, pour un total d'une trentaine d'entretiens auprès des membres des équipes. L'attention est particulièrement portée sur le « style » des établissements, mis en rapport avec les conceptions de leur activité dont il témoigne, sur les personnels et leur travail, et sur les relations entre les établissements et les institutions avec lesquelles leurs relations font système (deuxième partie), puis sur les objectifs éducatifs des centres maternels (troisième partie), analysés de manière détaillée.

Le propos est complété par une troisième enquête, qui vise à comprendre le fonctionnement des centres en partant de la situation des personnes qu'ils accueillent et non plus de leurs objectifs et de leurs personnels. Menée auprès de sept résidentes ou anciennes résidentes, elle ne vise évidemment pas à plus qu'à donner des éléments de témoignage dont il serait téméraire de vouloir tirer ne serait-ce qu'une ébauche de conclusion. Vivants, les entretiens fournissent en l'état un contrepoint sensible à la perspective institutionnelle de l'ouvrage.

L'ensemble fournit au cas de Porchefontaine, c'est l'avantage de l'étude sur la longue durée, un contraste saisissant et instructif. Aux préoccupations de survie physique se sont substitués des objectifs de survie sociale, où la dimension sanitaire ne joue plus qu'un rôle instrumental et périphérique. Porchefontaine ou, pour comparer le mieux comparable, les œuvres de maternité du début du siècle procuraient aux mères les conditions indispensables au maintien en vie des nourrissons, la réinsertion des jeunes femmes concernées, jamais entière dès lors que leurs enfants n'étaient pas légitimes, étant à accomplir dans l'ordre de l'intégration morale, considérée

comme nécessaire et suffisante. Les centres maternels apparaissent aujourd'hui, d'autant plus fortement par comparaison, comme des centres de services aux fonctions multiples, qui visent à fournir aux jeunes femmes qui y résident pour quelque temps les outils qui peuvent favoriser une insertion sociale qu'elles n'ont pu construire par ailleurs, processus que la naissance de l'enfant, en même temps qu'elle y fait obstacle, peut par ce biais favoriser.

Didier RENARD

Université de Franche-Comté/GAPP
(CNRS-ENS Cachan)

Notes

- ¹ Sur la différence entre l'orientation catholique et moralisatrice des premières crèches et les développements républicains du mouvement, plus nets encore après 1895, voir Catherine Rollet, *La Politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*. Paris, PUF, 1990, p. 87-95 et 528-539.
- ² D'où des tarifs sensiblement différents de ceux des crèches : 40 francs par mois, contre 10 à 20 centimes par jour dans les crèches. Parallèlement, les enfants des nourrices sont accueillis sans frais par l'institution, chaque nourrice ayant également la charge d'un troisième enfant, sevré. Deux tiers des enfants sont donc des pensionnaires payants.
- ³ Dont elle reçoit par ailleurs une donation de 14 000 francs, [?] ainsi que 16 000 francs de Mlle Sarah Bernhardt.
- ⁴ Voir Numa Murard et Patrick Zylberman, *L'Hygiène et la République*, Paris, Fayard, 1996 ; mais le secteur de l'enfance reste périphérique dans leur propos, qui con-

cerne avant tout ce que l'on pourrait appeler l'hygiénisme politique.

- ⁵ On se sent raisonnablement coupable de se livrer ici à l'exercice, si tentant pour le lecteur et pour le critique qu'il en est devenu rituel, de commenter ce que pourrait être l'ouvrage si son propos n'était pas celui qu'il entend tenir. Les auteures ne sauraient évidemment être tenues pour responsables de l'omission de ce qu'elles n'ont pas voulu dire.

• DAVID, Olivier. 1999. *L'Accueil de la petite enfance. Services et aménagement du territoire*. Presses universitaires de Rennes.

Annie Junter

On se doutait un peu que tout n'était pas rose ou bleu au royaume de l'accueil de la petite enfance ! L'étude d'Olivier David confirme que l'accueil des moins de 6 ans reste problématique pour de multiples familles. En dépit de l'érosion de la fécondité, de la diminution de la part des 0-5 ans dans la population totale, du développement des équipements et des efforts des acteurs publics locaux, les besoins ne sont pas satisfaits, notamment dans les grandes agglomérations et les espaces ruraux. Pour expliquer ces écarts Olivier David avance l'idée des inégalités spatiales dans la distribution territoriale des 0-5 ans et celle des structures d'accueil qui leur sont ouvertes. L'ouvrage, publié aux Presses universitaires de Rennes, est tiré d'une thèse de doctorat soutenue en géographie. C'est effectivement en géographe qu'Olivier David explore la question de l'accueil de la petite enfance et c'est la dimension la plus intéressante de son ouvrage de donner à comprendre les liens entre les politiques d'accueil de la petite enfance et l'aménagement du territoire. Ces liens ne sont ni évidents, ni automatiques, ils sont conditionnés par toute une série de paramètres que l'auteur décrit avec précision. Il faut tout d'abord, selon lui, que les politiques publiques nationales et locales d'accueil de la petite enfance intègrent l'existence de fortes inégalités géographiques et construisent des réponses territoriales différenciées pour garantir l'égalité des chances entre les familles. Il faut, ensuite, qu'un vent nouveau souffle sur l'aménagement du territoire : « l'enjeu n'est plus forcément de construire des équipements ou des

infrastructures, d'assurer uniquement la compétitivité du territoire national aux échelles européenne et mondiale, mais de garantir simultanément une certaine équité dans les conditions de l'existence humaine » (p. 199). « Si l'aménagement du territoire se fixe comme objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens, il s'intéresse obligatoirement à des champs aussi variés que le logement et l'habitat, l'éducation et la formation, l'insertion professionnelle et l'emploi, l'accompagnement social et familial pour lesquels il doit garantir l'égalité des chances » (p. 199). L'ouvrage est un plaidoyer pour le niveau local, considéré comme le territoire pertinent pour la prise en compte des problématiques familiales. Le département d'Ille et Vilaine est utilisé pour mesurer finement les problèmes rencontrés par les familles pour faire garder leurs enfants, et comprendre les disparités dans l'accès aux services. La concentration des acteurs sanitaires, sociaux et éducatifs à ce niveau territorial a favorisé la constitution d'un ensemble de données statistiques et démographiques fiables, qui servent de support à une analyse micro-territoriale. Dans cette partie très riche de l'ouvrage, les frontières entre l'Ille et Vilaine comme exemple (au sens étude de cas) et l'exemplarité des politiques locales en faveur de la petite enfance ne sont pas rigoureusement tracées et la thèse de l'exemplarité est difficile à soutenir en l'absence d'études comparatives entre les mêmes échelles territoriales.

Olivier David s'est aventuré à découvert sur les chemins de l'interdisciplinarité, en glanant au passage dans la démographie les données sur la population enfantine, en mettant ses pas dans ceux d'Alain Norvez¹. Les références sont assurées et le concept de densité enfantine bien cadré. En revanche, les cueillettes sociologiques et sociopolitiques sont moins réussies. Les lectrices et lecteurs sociologiques et politologues seront agacés-ées par certaines approximations, le recours au prêt-à-penser, l'utilisation des liens de causalité auxquels l'auteur fait appel pour expliquer les changements du contexte familial (chapitre 2) et la prise de conscience politique (chapitre 3). Les grands classiques de la sociologie de la famille contemporaine figurent en bibliographie mais sont assez peu